

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Choix-d-implantation-d-un-site>

Réseau Sortir du nucléaire > Presse > Nos communiqués de presse > **Choix d'implantation d'un site pour les déchets nucléaires FAVL : Le Réseau "Sortir du nucléaire" appelle à la plus grande vigilance**

26 mars 2010

Choix d'implantation d'un site pour les déchets nucléaires FAVL : Le Réseau "Sortir du nucléaire" appelle à la plus grande vigilance

Le Réseau Sortir du nucléaire appelle ce printemps à la plus grande vigilance, partout en France, pour poursuivre une opposition coordonnée et solidaire, contre tous les projets d'enfouissement nucléaire.

L'ANDRA* a pour mission de trouver avant fin 2010 un site pour le stockage des déchets FAVL (Faiblements actifs à Vie Longue).

Les communes parmi les plus concernées se situent à proximité soit du stockage nucléaire de Soulaïnes (Aube), soit du chantier d'enfouissement des déchets les plus dangereux de BURE (Meuse/Haute-Marne).

Comme en 2008 et 2009, le Réseau Sortir du nucléaire apporte son soutien aux populations opposées à l'arrivée d'un tel site sur leur commune...

Une première tentative repoussée grâce à une mobilisation citoyenne remarquable

En juin 2008, le gouvernement avait lancé l'appel à candidatures dans 3115 communes françaises pour trouver un ou des sites d'enfouissement (200m) pour une catégorie de déchets dits FAVL.

Grâce à une mobilisation immédiate et de grande ampleur, à laquelle le réseau Sortir du nucléaire a largement contribué, des centaines de communes une fois mieux informées de la nature du projet ont délibéré contre.

Sous la pression citoyenne (réunions publiques, manifestations et/ou référendums locaux), des conseils municipaux ayant posé candidature sans informer leurs habitants, ont redélibéré contre leur décision initiale.

En novembre 2008, seules 31 communes restaient en lice, situées dans les régions Lorraine et Champagne-Ardenne.

Les deux communes, Auxon et Pars-les-Chavanges (Aube), présélectionnées par l'Andra début 2009, ont dû retirer leur candidature grâce à la forte mobilisation des associations Auxon dit non et Ni à Pars ni ailleurs.

Un militant est d'ailleurs convoqué au tribunal suite à des actions d'opposition.

Les rapports de force qui s'établissent sont inégaux. Où situer la "violence" ?

Du côté de l'industrie nucléaire à la puissante implantation étatique, ou du côté du citoyen révolté par l'intolérable processus de décisions qui le concernent dans sa vie quotidienne sans jamais l'y intégrer ?

* Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs

Contacts presse :

Corinne François : 06 86 74 85 11

François Mativet : 06 03 92 20 13